

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 41 (1949)
Heft: 8

Artikel: Le mouvement d'éducation ouvrière en Belgique
Autor: Delsinne, Léon
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384619>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Dans ce cas, nous aurons fait un cadeau à l'étranger, c'est vrai. Mais à part les matières premières, qu'en général nous importons, tout le travail, les salaires, les frais généraux, etc. resteraient dans le pays. On pourrait trouver une solution qui ne coûterait pas cher à l'Etat. Par exemple, l'Etat garantirait une partie des fonds qui seraient ainsi exportés. Ce problème fait actuellement l'objet de discussions.

Et M. le délégué du Conseil fédéral aux possibilités de travail conclut par ces paroles réconfortantes: « Il n'y a donc pas de crise. Et ce qu'il faut combattre avant tout: *c'est la psychose de crise*. Il n'y a rien de tel pour paralyser les affaires et provoquer une crise véritable. »

Nous sommes parfaitement d'accord: Il faut tout faire pour assurer la sécurité de l'emploi des travailleurs suisses. Ce doit être le mot d'ordre des autorités communales, cantonales et fédérales, des associations d'employeurs et de travailleurs, des patrons pris individuellement, des partis politiques suisses et de tout le peuple suisse.

Car il ne faut pas oublier que la paix sociale et même la démocratie politique dépendent de l'occupation de la main-d'œuvre et de son standard de vie. Nous avons tous intérêt à battre les spéculateurs politiques de la misère sur le champ de bataille économique.

Le mouvement d'éducation ouvrière en Belgique

Par Léon Delsinne

On ne peut apprécier objectivement le mouvement d'éducation ouvrière en Belgique sans un examen — nécessairement rapide — du milieu où il s'est développé.

Les territoires qui constituent la Belgique d'aujourd'hui n'ont pas seulement été au centre de l'activité économique européenne du XII^e au XVI^e siècle, ils ont été le siège de foyers artistiques et intellectuels parmi les plus brillants de cette longue période. Les cathédrales et les hôtels de ville, les sculptures, dont les auteurs ont essaimé à travers toute l'Europe occidentale, les toiles de peintres qui, sans être aussi nombreux, prennent place à côté de ceux des écoles italiennes, les écrits des savants, au premier rang desquels brillent les noms de l'anatomiste Vésale, du géographe Mercator et du philosophe Erasme, témoignent d'un éclat toujours vivace.

Par contre, les deux siècles qui ont suivi ont été particulièrement sombres. Ces régions de commerce international ont été séparées du monde économique par des événements politiques qui en ont fait un lieu de passage pour toutes les armées des pays voisins. Les invasions qui se sont succédées, les barrières élevées aux frontières, ont obligé une population laborieuse à vivre repliée sur elle-même,

à reconstruire vingt fois ses foyers détruits, à essayer de parer des coups toujours cruels. L'activité intellectuelle se réduit à fort peu de chose. Sur le plan artistique seulement émerge, dans la première moitié du XVII^e siècle, le prestigieux Rubens et ses élèves.

On en est là lorsque le capitalisme prend son essor. Le XIX^e siècle voit la Belgique se couvrir d'usines qui s'emplissent d'hommes, de femmes, d'enfants — parfois de 6 ans — aussi ignorants que misérables. La bourgeoisie devient opulente, mais n'a guère de temps à consacrer aux choses de l'esprit. Si, dans la deuxième moitié du siècle, la majorité des ouvriers sont encore analphabètes, si l'alcoolisme fait de grands ravages parmi eux, les arts et les sciences n'ont qu'un petit nombre de représentants glorieux. Ce pays de peintres célèbres ne donne que quelques noms réputés : Verwée, Stevens, Leys, de Braeckelee. Aucun sculpteur renommé jusqu'au moment où éclate le génie de Constantin Meunier. Pas d'architectes en dehors de Horta, qui crée vers 1900 un style aujourd'hui périmé. Des musiciens de talent modeste jusqu'à César Franck, qui devra émigrer à Paris pour conquérir la gloire. Un seul grand écrivain avant 1880 : Charles Decoster dont, d'ailleurs, l'« *Ulenspiegel* » est longtemps méconnu. Quasi un seul homme de science : Quételet.

La situation a changé depuis. Mais, dans les dernières décennies du XIX^e siècle, lorsque le mouvement ouvrier prend brusquement place sur la scène politique et sociale, la Belgique peut être appelée terre d'ignorance. De nombreux villages n'ont pas d'école populaire. La plupart des écoles primaires existantes sont de qualité médiocre. Il faut attendre 1914 pour qu'une loi instaure l'instruction primaire obligatoire. C'est dans ces conditions que l'éducation ouvrière a été entreprise.

Elle l'a été uniquement sous l'égide et sous l'inspiration socialistes. Longtemps, elle a eu un caractère utilitaire. Les premiers cercles d'études — quelques-uns ont contribué à fonder le Parti ouvrier en 1885 — étaient plutôt des groupements de propagande. Dans les régions où des sociétés de musique populaire, des chorales, des cercles dramatiques et d'éducation physique existaient déjà, les socialistes en ont créé pour affirmer leur existence, pour corser leurs manifestations, pour « attirer du monde » dans les Maisons du Peuple qui s'élevaient en même temps. Tous ces groupements permettaient d'organiser des fêtes, des démonstrations, dont les programmes n'étaient pas toujours de premier choix, mais qui avaient cependant l'avantage de fournir aux travailleurs un moyen d'« évacuation » fort salutaire.

A l'énumération que nous venons de faire, il serait injuste de ne pas ajouter quelques dizaines de vrais cercles d'études, dont la vie était précaire, et de bibliothèques dont l'assortiment de livres était fort défectueux.

*

Les faiblesses et les lacunes de cette activité étaient mieux ressenties par quelques socialistes éclairés que par les « militants de la base », trop absorbés par leurs tâches quotidiennes. Depuis le début du XII^e siècle, les premiers — au premier rang desquels il faut citer Emile Vandervelde, Jules Destrée, Joseph Wauters et celui qui est toujours sur la brèche, Louis de Brouckère — ont tenté de créer un « mouvement » d'éducation ouvrière actif et cohérent.

Leur ambition eût été de coordonner, de vivifier et d'élever une activité déjà ample, mais qui eût gagné à être moins disparate. Ils se sont heurtés à des traditions, à des positions prises, à certaines incompréhensions. Ils ont dû abandonner l'espoir de créer une vaste fédération des groupes éducatifs — une enquête a permis de relever, en 1911, 32 cercles d'études, 49 bibliothèques, 71 cercles dramatiques, 24 cercles de gymnastique, 25 groupes d'enfants et 69 groupes de jeunes gardes socialistes — capable d'améliorer les programmes particuliers et surtout de doter l'ensemble de moyens techniques qui faisaient souvent défaut. Pour éviter des soupçons d'ingérence, ils ont dû songer à prospecter un domaine encore en friche: l'enseignement de connaissances économiques, sociales, doctrinales. Sous leur impulsion, une « école socialiste nationale » fut ouverte pendant l'hiver 1908/1909. Une cinquantaine de militants vinrent de toutes les régions du pays pendant vingt-quatre dimanches consécutifs suivre des leçons suivies de discussions animées. Le succès de l'expérience incita à continuer l'effort les hivers suivants; il fit en même temps constater qu'il fallait faire plus et mieux.

Mais l'argent faisait défaut pour entreprendre une action systématique et durable. Le niveau de vie des travailleurs était alors plus que modeste. Les cotisations perçues par les groupes étaient justes suffisantes pour parer aux nécessités urgentes. On savait qu'on ne rencontrerait aucun succès si l'on demandait de réunir des fonds pour une œuvre de longue haleine, dont les résultats ne pourraient jamais faire l'objet de statistiques.

La générosité de deux bourgeois ayant confiance dans le développement intellectuel des travailleurs ont permis de créer en 1911 la Centrale d'éducation ouvrière, de la doter d'un état-major permanent et de ressources lui assurant un budget raisonnable pendant trente ans si la monnaie avait gardé sa valeur initiale.

*

Comme toutes les initiatives importantes de la classe ouvrière de ce pays, la C. E. O. a été fondée « par le conseil général du Parti ouvrier belge, avec la collaboration de la commission syndicale et de la Fédération des coopératives socialistes ». Son but avait été formulé de la manière suivante: « Organiser et coordonner l'activité de toutes les œuvres d'éducation ouvrière qui... procurent aux

travailleurs les connaissances et les qualités qui les mettent le mieux en état de mener la lutte pour leur émancipation comme classe dans tous les domaines. »

En fait, son action coordinatrice fut entravée pour les raisons qui viennent d'être données. Mais son action organisatrice fut particulièrement féconde. Elle ouvrit, partout où l'on trouva les concours nécessaires, des « écoles socialistes » comportant chacune plusieurs séries de leçons sur des sujets de doctrine ou d'information. Elle réunit des « professeurs » appartenant aussi bien aux milieux ouvriers militants qu'aux milieux intellectuels; elle les forma de manière que leur enseignement n'ait rien de livresque ni d'ex-cathédra et que, dans une école il n'y ait point, par exemple, vingt élèves et un professeur, mais vingt et un professeurs et vingt et un élèves.

Il serait exagéré de dire que cette initiative a rencontré un enthousiasme sans mélange. Beaucoup de militants chevronnés ne se gênaient pas pour dire qu'ils n'avaient pas eu besoin d'écoles pour faire ce qu'ils avaient fait, et que la seule formation valable était la formation « sur le tas ». Néanmoins, les jeunes répondaient à l'appel partout où l'on trouvait un animateur persévérant. Lorsque la première guerre mondiale éclata, la C. E. O. pouvait dresser le tableau suivant:

1911/1912	21 écoles	766 élèves
1912/1913	42 »	1298 »
1913/1914	59 »	1899 »

A noter que la jeunesse des élèves était toute relative: leur âge moyen était de 30 ans.

*

La C. E. O. avait pris d'autres initiatives intéressantes. Elle avait créé: 1° un Office central des bibliothèques chargé de fournir des livres au meilleur compte aux bibliothèques socialistes et de conseiller les bibliothécaires, presque toujours bénévoles et dévoués, mais pas toujours compétents; 2° un Office de cinéma se proposant de réunir une cinémathèque et de fournir des films pour les réunions éducatives; 3° un service appelé l'« Extension socialiste » qui fournissait des conférenciers de marque aux groupements pouvant réunir des auditoires suffisamment nombreux; 4° un bureau de documentation.

Notons encore qu'en juillet 1914, à quelques jours de l'invasion, elle avait organisé, pour le compte de la commission syndicale, la première « Semaine syndicale » d'étude, qui avait obtenu, avec quarante-cinq participants, un franc succès.

*

Les quatre années d'occupation n'interrompirent pas l'activité de la C. E. O. Les obstacles matériels et la prudence nécessaires provoquèrent un ralentissement bien compréhensible. Mais dès les premiers mois de 1919, les perspectives nouvelles s'ouvrirent. Les organisations ouvrières prirent un essor considérable. Les syndicats multiplièrent leurs effectifs de 1914 par plus de cinq. Le suffrage égal et les modifications apportées au recrutement du Sénat permettaient de quadrupler le nombre de parlementaires. Les municipalités socialistes passaient de quelques douzaines à plusieurs centaines. La nécessité d'encadrer tant de nouvelles recrues, de faire face à des responsabilités considérablement accrues — et que la participation au gouvernement augmentait encore — fit comprendre aux plus éclairés qu'il n'était plus possible de se contenter de ces écoles temporaires fonctionnant quelques soirées ou quelques dimanches par hiver, mais qu'il fallait créer une école permanente dont le programme, qui s'étendrait sur plusieurs mois, permettrait de donner une formation complète à une quarantaine de jeunes triés sur le volet. En 1920, le parti, les syndicats, les coopératives et les mutualités, qui avaient créé leur Union nationale à la veille de la guerre, décidaient d'ouvrir au plus tôt l'Ecole ouvrière supérieure.

Dans l'intervalle, la C. E. O. avait revu ses méthodes et son programme. Elle avait reconnu que son action ne pouvait se poursuivre normalement si elle ne pouvait compter sur des organisations locales et régionales, permanentes elles aussi. Elle s'employait donc à susciter la formation de comités locaux (C. L. E. O.) et régionaux (C. R. E. O.) d'éducation ouvrière constitués sur le même modèle qu'elle-même, c'est-à-dire composés de délégués des organisations politiques, syndicales, coopératives et mutualistes locales et régionales. Elle décidait de donner à son enseignement un caractère à la fois plus organique et plus pragmatique. Au lieu d'écoles socialistes de même niveau ouvertes au hasard des concours obtenus, elle organisait un enseignement à trois degrés : des écoles locales du premier degré dont les cours comportaient un nombre modeste de leçons : six à douze réparties sur un ou deux sujets ; des écoles locales du deuxième degré aux endroits où les premières avaient permis d'espérer que les élèves poursuivraient l'effort et avec des programmes un peu plus copieux ; des écoles régionales qui rassemblaient les élèves les plus persévérants des écoles du deuxième degré, leur proposaient des sujets d'études plus approfondis. Dans le principe, cette hiérarchie devait permettre un recrutement adéquat pour l'Ecole ouvrière supérieure. Pratiquement, la systématisation n'a jamais été possible et il a fallu admettre des entorses à cette belle ordonnance.

Nous venons de dire que la Centrale d'éducation ouvrière cherchait à donner un caractère pragmatique à son action. Elle a créé successivement ou simultanément, selon les circonstances, des écoles

pour sectionnaires et délégués d'usine, en spécialisant, même pour les industries importantes, mineurs et métallurgistes notamment, pour la jeunesse syndicale, pour conseillers prud'hommes, pour conseillers communaux, pour comités locaux de coopératives, pour militants mutualistes, pour dirigeantes féminines, pour dirigeants de comités et d'éducation ouvrière, etc. En même temps, elle a organisé, conjointement avec l'Ecole ouvrière supérieure, de nombreux week-ends et semaines d'études sur des sujets fort variés.

Chaque année, des congrès régionaux et une conférence nationale d'éducation ouvrière permettaient de confronter les expériences et les points de vue, d'ajuster les programmes, de faire face à des besoins nouveaux.

Ce mouvement d'éducation ouvrière a fait preuve d'une grande vitalité entre les deux guerres. Il a suscité d'innombrables dévouements, provoqué des initiatives du plus haut intérêt, dans le détail desquelles il est impossible d'entrer ici. Il a pourtant été confronté par deux difficultés majeures: la dégradation de la monnaie et la longue crise des années 1930-1934.

C'est un fait bien connu que les dévaluations monétaires sont funestes aux entreprises dont les résultats ne sont pas immédiatement visibles. Les ressources de celles-ci ne sont adaptées aux prix en hausse qu'avec un long retard et ne le sont jamais complètement. La Centrale d'éducation ouvrière a considérablement pâti de cette situation. Et il a fallu les sacrifices toujours renouvelés de ses artisans pour que le mouvement progresse malgré tout. Quelques chiffres donneront une idée des fluctuations qui se sont produites:

	1920	1925	1930	1935
C. L. E. O.	175	248	395	366
Cours	80	161	232	197
Conférences	450	1334	2449	2308
Bibliothèques	115	139	281	288

Pourtant, ils ne suffisent pas pour donner une idée de l'activité totale qui comprenait, outre ce qui vient d'être dit, des conférences pédagogiques pour la préparation des professeurs, des conférences techniques pour la mise au point de certains sujets à traiter dans des écoles de « formation militante », des publications diverses — dont une revue mensuelle qui a subi des interruptions, changé plusieurs fois de titre et qui a eu le plus de relief sous le titre « La Vie ouvrière » — un service de cinéma éducatif, qui n'a jamais obtenu le succès souhaité, un Office de tourisme, qui a bientôt mené une vie indépendante, etc.

*

Il convient que je m'arrête un peu à l'Ecole ouvrière supérieure, dont j'ai seulement noté la naissance.

Quand elle s'est ouverte, en 1921, elle n'avait guère d'antécédents. Ruskin College, à Oxford, pouvait jusqu'à un certain point servir de modèle, notamment pour le recrutement et pour l'internat qui était jugé, à raison, favorable à la formation des élèves. Mais à la différence de Ruskin, qui créait un milieu universitaire, distant de l'action, on a voulu d'emblée intégrer l'E. O. S. dans le mouvement ouvrier. Plutôt que de chercher trois ou quatre professeurs full-time chargés de tout l'enseignement, on a préféré s'adresser à beaucoup de professeurs spécialisés — une bonne vingtaine, dont plusieurs appartenant aux organisations ouvrières — faisant chacun de six à vingt-quatre leçons. Ainsi, les élèves étaient en contact avec des milieux divers, dont la variété même était un élément fécond de formation. Le directeur et un « moniteur », eux-mêmes chargés de certains cours, assuraient la coordination nécessaire. De nombreuses visites d'établissements industriels et commerciaux, d'institutions ouvrières et sociales dans le pays et à l'étranger complétaient le programme.

Quant au recrutement, il devait être limité aux candidats présentés par des organisations ouvrières adhérentes aux quatre organisations nationales fondatrices. L'âge d'admission était fixé à 18 ans, mais l'examen de maturité fait à l'entrée donnait généralement la préférence aux candidats plus âgés.

Un problème a toujours été difficile à résoudre : celui du financement. Pour le fonctionnement général de l'école, les organisations ouvrières s'étaient engagées à verser des contributions régulières. Le Parti ouvrier et la commission syndicale avaient originellement fixé leur participation en fonction du nombre de leurs cotisants. Les coopératives et les mutualités versaient une somme globale. A cela s'ajoutait le « minerval » payé pour les élèves. La moitié environ de ceux-ci étaient mariés, et quand ils étaient célibataires, leur salaire était généralement indispensable pour équilibrer le budget familial. Il fallait donc trouver les ressources nécessaires pour couvrir les frais relatifs aux études, les frais d'entretien à l'école et assurer une compensation pour le manque à gagner. La somme était toujours jugée importante et des négociations délicates devaient être entreprises dans presque tous les cas.

Pour l'essentiel, l'Ecole ouvrière supérieure a fonctionné sur ces bases jusqu'en 1940. On avait d'abord cru pouvoir limiter à six mois la durée de la session. L'expérience de la première année fit voir que le programme ne pouvait être vraiment assimilé dans ce délai, et la durée fut portée à une année scolaire normale. En outre, le gouvernement ayant pris un arrêté réglant le régime des « écoles de service social », il fut décidé que l'E.O.S. s'adapterait à ce régime, qui conduisait à l'obtention d'un diplôme d'« auxiliaire social ». En conséquence, les études furent prolongées pendant une seconde année,

qui comportait trois mois de cours et six mois de stage dans des institutions sociales. A des intervalles déterminés par les circonstances, des sessions féminines remplacèrent les sessions masculines, sans d'ailleurs que le programme subît de modifications notables: quelques adaptations seulement visaient à rendre l'atmosphère et l'enseignement adéquats aux préoccupations des élèves.

En dehors de ses sessions régulières, l'Ecole ouvrière supérieure organisait pendant les vacances, soit de manière indépendante, soit en collaboration avec la Centrale d'éducation ouvrière, soit encore avec les organisations intéressées, des semaines ou des quinzaines d'études, qui ont généralement été fort prisées. Des milliers de militants ou d'aspirants militants, plus d'une centaine d'étrangers ont ainsi passé à Uccle quelques jours aussi profitables pour leur équilibre psychologique que pour leur esprit.

*

La guerre de 1914-1918 avait à peine ralenti l'activité de la Centrale d'éducation ouvrière, qui se trouvait vraiment « en selle » dès l'hiver 1919-1920. Celle de 1940-1945 a pratiquement tout détruit. Non seulement la C. E. O. a dû cesser de fonctionner par ordre de l'occupant, mais tout ce qu'elle possédait, locaux, matériel, archives, tout a été dispersé ou détruit. Sur trois secrétaires permanents, un seul restait. Comme toutes les organisations ouvrières avaient été traitées de la même façon et partaient de zéro, elle ne pouvait plus compter sur des ressources régulières. Le trouble qui régnait dans beaucoup d'esprits après une catastrophe aussi totale n'était pas de nature à lui faciliter la tâche.

Heureusement, quelques persévérants ont repris la tâche et, le besoin aidant, l'activité a repris, sur un plan plus modeste au début, mais avec des perspectives favorables. Le rapport pour la session 1947-1948 signale que 174 comités locaux ont fonctionné et organisé 1499 séances éducatives, que 76 écoles, dont 40 écoles syndicales avec trente leçons chacune ont réuni 3000 élèves, que l'Office national des bibliothèques a été en rapport avec 186 bibliothèques, que le service du cinéma a été remis en action, enfin qu'en dehors d'activités occasionnelles le service des éditions publie une revue française et une revue flamande d'éducation ouvrière ainsi que des brochures d'actualité.

Avec des moyens encore limités, la Centrale d'éducation ouvrière a fait face à des difficultés énormes. Le rapprochement qui s'est produit depuis le début de cette année entre les quatre formes d'organisations ouvrières lui sera sans doute propice.

*

L'Ecole ouvrière supérieure n'a pas subi le sort de la C. E. O. pendant la dernière guerre. Sans doute, ses locaux lui ont-ils été enlevés à deux reprises, mais son personnel est resté en place.

Son recrutement a dû être modifié. Ne pouvant plus faire appel aux organisations, elle s'est adressée aux familles. Sans changer ses cours, elle s'est orientée vers la formation d'auxiliaires sociaux. Sa situation financière seule était encore plus difficile que dans la période précédente.

Après la libération, elle a repris contact autant qu'elle l'a pu avec les groupements ouvriers. Jusqu'ici, le succès a été plus grand en Flandre qu'en Wallonie, mais tout fait croire qu'une amélioration est prochaine.

Quelques chiffres montreront quelle a été l'influence de l'E. O. S. Depuis sa fondation, elle a accueilli 850 élèves, dont 90% ont terminé avec succès la première année d'étude. Le nombre d'auxiliaires sociaux diplômés est d'environ 400. Beaucoup de ses anciens élèves occupent des fonctions importantes dans les organisations ouvrières ou remplissent des mandats publics. On en trouve au secrétariat national du Parti socialiste, de la Fédération générale des syndicats, de l'Union nationale des mutualités socialistes, comme à la direction générale de la Société générale coopérative. Plusieurs sont secrétaires de centrales syndicales, de fédérations mutualistes, parlementaires, bourgmestres de communes importantes, etc.

L'E. O. S. continue à organiser des week-ends et des semaines d'études, surtout pendant les vacances. Elle a créé depuis trois ans des cours par correspondance qui ont été bien accueillis.

*

En résumé, la Centrale d'éducation ouvrière et l'Ecole ouvrière supérieure ont accompli depuis trente-huit et vingt-huit ans respectivement une tâche énorme et féconde dont l'importance n'est pas toujours reconnue. Elles ont toujours bénéficié d'enthousiasmes renouvelés. Tout en s'adaptant à des nécessités mouvantes, elles sont restées fidèles aux besoins permanents.

Leur souci constant de maintenir un contact étroit avec toutes les formes d'organisations ouvrières est leur meilleur atout. On peut escompter que leur position s'améliorera à mesure que, les conséquences de la guerre s'estompant, les syndicats, les coopératives, les mutualités, comme le mouvement politique ne seront plus exclusivement absorbés par des tâches immédiates et pourront songer à l'avenir.